



Discours de
Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA
Président de la République Gabonaise, Chef de l'Etat

76 ème Session Ordinaire de l'Assemblée Générale
de l'ONU

Libreville – Le 21 septembre 2021

Monsieur le Président,

Majestés,

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de
délégation,**

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de cette 76^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée Générale. Je me réjouis de l'espoir suscité par votre vision ainsi que de votre parfaite connaissance des enjeux internationaux.

Je voudrais également adresser mes félicitations à votre prédécesseur, M. **Volkan BOZKIR**, pour le travail remarquable accompli dans un contexte particulièrement difficile.

A vous, Monsieur le Secrétaire Général, je réitère mes vives félicitations pour votre réélection et mon plein soutien à votre action dynamique tout au long de votre premier mandat, ainsi que ma confiance en votre projection dans la

recherche de solutions durables aux multiples menaces et défis qui se posent à notre Organisation.

Monsieur le Président,

Le thème proposé pour le débat général de notre Session: **« Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies »**, m'offre l'occasion de partager avec vous notre réflexion sur les grandes problématiques de l'heure.

Comme vous le savez, la crise sanitaire sans précédent générée par la pandémie de la COVID-19, qui demeure prégnante, a complètement déstructuré nos sociétés, nos économies et notre vivre-ensemble.

La mise au point de plusieurs vaccins par une collaboration internationale et les campagnes de vaccination en cours dans de nombreux pays constituent une lueur d'espoir pour l'humanité. La vaccination est le seul moyen réellement efficace pour freiner la propagation du virus.

Monsieur le Président,

La conjugaison de toutes nos forces pour venir à bout de la pandémie à coronavirus est, à mon sens, une opportunité pour nous permettre de surmonter d'autres crises d'envergure qui se posent à l'humanité.

En effet, la COVID-19 a révélé les faiblesses et vulnérabilités de nos économies ainsi que de nos systèmes de santé, nous contraignant aujourd'hui à penser autrement nos modèles de développement afin de les rendre plus résilients.

Certains pays développés entendent déjà relocaliser tout ou partie de leur tissu productif stratégique afin de réduire leur dépendance extérieure.

L'Afrique devrait, également, s'inscrire dans ce changement de paradigme afin de rompre avec les crises qui entravent son développement.

Cela passe aussi par sa capacité à construire des infrastructures de base à même de garantir la sécurité des populations, une tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et une gestion efficace des ressources publiques.

Il nous faudrait, par ailleurs, former un capital humain de qualité, investir massivement et en urgence dans les infrastructures de santé et enfin, rompre avec le cercle vicieux de la dépendance aux matières premières brutes.

Nos économies doivent donc s'industrialiser pour créer davantage de richesses en tirant pleinement profit dudit capital humain et de nos ressources naturelles.

A cet effet, une gestion rigoureuse et transparente de la dette et des ressources liées à l'exportation des matières premières est indispensable dans la phase de transition.

Nous devons enfin, plus que jamais, accélérer la transition numérique et mobiliser les ressources internes en renforçant l'inclusivité financière, notamment en faveur des femmes.

Au total, il nous faut, tirer les leçons de cette pandémie et reconstruire nos sociétés de façon plus durable, plus juste et plus inclusive.

J'appelle une fois de plus, les dirigeants du monde à plus de multilatéralisme afin de bâtir ensemble une économie mondiale tenant compte des aspirations des peuples qui souhaiteraient un partage plus équitable des vaccins et des progrès technologiques.

Dans cette phase charnière de jonction des dynamiques, il est fondamental de satisfaire à ces justes exigences de la conscience universelle, y compris une répartition équitable des rentes des technologies ; au risque de voir se sédimenter un ordre international source de fragilités humaines, de défiance entre les nations et d'insécurité globale.

Monsieur le Président,

Une autre problématique qui appelle notre solidarité et qui s'impose à nous aujourd'hui, comme une priorité, est la sécurité climatique de notre planète.

La 26^{ème} Conférence des États Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (Cop 26), qui se tiendra à Glasgow, en Ecosse, en novembre prochain, devrait donc être un moment d'action sans précédent.

Pour rappel, son objectif est de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre et de préserver la biodiversité, tout en favorisant les investissements dans les infrastructures vertes des pays en développement afin de stimuler et décarboner leurs économies.

En effet, les conséquences du dérèglement climatique, notamment la hausse du niveau de la mer, les tremblements de terre, les feux de forêts récurrents, mettent nos sociétés et nos communautés sous pression et doivent nous interpeller sur l'urgence à agir collectivement.

Ces phénomènes interagissent avec les problèmes socio-économiques et politiques dans nos pays, mettant en évidence des risques tels que l'instabilité politique et économique, l'insécurité alimentaire et la migration à grande échelle, entre autres.

Il faudrait désormais que les États et les communautés s'adaptent pour faire face aux défis du changement climatique.

Aussi, sans préjudice de l'atténuation, l'agenda politique international a besoin d'une augmentation significative des ressources consacrées à l'adaptation aux changements climatiques.

Je reste convaincu qu'aucun Gouvernement ne saurait à lui seul assumer l'adaptation aux changements climatiques. Une coopération internationale est donc, à mon sens, indispensable pour soutenir l'action locale, à la fois comme moyen de renforcer la sécurité internationale et d'atteindre les Objectifs de Développement Durable.

Monsieur le Président,

Le lien entre changement climatique et insécurité me paraît ainsi évident.

Comme vous le savez, le Gabon a toujours eu un engagement en faveur de la paix et de la sécurité climatique. Cet engagement restera entier tout au long du mandat de mon pays en qualité de Membre non Permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour la période 2022-2023.

En me réjouissant de la confiance de la Communauté internationale, je voudrais ici réitérer ma ferme volonté d'œuvrer sans ménagement, dans la dynamique de faire taire les armes en tous lieux et d'inscrire résolument notre action dans la recherche permanente d'un consensus global, faisant prévaloir la sécurité, la dignité et la prospérité des peuples du monde.

Le Gabon saisira chaque opportunité pour appeler à l'avènement d'un ordre international plus juste, marqué par une réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU intégrant aussi bien, une représentation équitable en son sein, qu'une amélioration de ses méthodes de travail, en phase avec la position commune africaine exprimée par le Consensus d'EZULWINI et la Déclaration de Syrte.

Parallèlement à plus de solidarité internationale et à la réforme attendue du Conseil de Sécurité, la revitalisation des travaux de l'Assemblée Générale et de l'ECOSOC, doit également être menée en vue d'impulser une dynamique nouvelle au sein de notre Organisation.

Ces réformes sont indispensables tant elles sont à même d'impacter considérablement la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable à l'horizon 2030, y compris la réponse aux aspirations légitimes des peuples africains contenues dans l'Agenda 2063.

Monsieur le Président,

L'espoir de reconstruire durablement nos modèles de gouvernance et de répondre aux besoins de la planète, exige le respect et la concrétisation des engagements souscrits.

Je pense notamment au transfert des technologies « propres » et à l'amélioration de l'accès des peuples aux énergies renouvelables, afin d'accélérer leur passage à une industrie décarbonée, respectueuse de l'environnement.

La réalisation de ces engagements est cruciale pour soutenir les efforts des pays comme le Gabon, qui a substantiellement mobilisé ses ressources domestiques dans la mise en œuvre des projets d'adaptation aux changements climatiques et de préservation de la biodiversité.

Dans son investissement pour la sécurité climatique, le Gabon séquestre annuellement l'équivalent de 140 mille tonnes de carbone, alors qu'il n'en émet que 35 mille.

Ainsi, fort d'une différence de plus de 100 mille tonnes de carbone chaque année, l'action du Gabon est déterminante pour l'avenir de l'humanité tout entière.

L'inscription du Parc National de l'Ivindo au Patrimoine mondial de l'Humanité après le Parc de la Lopé, affirme la valeur universelle et exceptionnelle de nos aires protégées.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier tous nos partenaires, et nos pays amis, ainsi que tous ceux qui par leurs soutiens multiformes accompagnent nos efforts de conservation et de gestion durable de nos forêts.

Monsieur le Président,

Le Gabon, à l'instar de nombreux pays producteurs de pétrole, a subi de plein fouet, l'impact de la baisse drastique des cours des matières premières. Cette situation a conduit au ralentissement de notre activité économique.

Dans ce contexte, j'ai instruit le Gouvernement de mettre en place le Plan d'Accélération de la Transformation (P.A.T). Ce programme vise à relancer notre économie, en accélérant la transition vers l'après-pétrole, et en mettant l'accent sur les nouveaux moteurs de croissance dont le potentiel peut être accru. Il s'agit notamment des secteurs minier, forestier et agricole.

Par ailleurs, le Gabon renforce ses capacités énergétiques par la finalisation imminente de nouvelles centrales solaires ou hydroélectriques en vue de donner une nouvelle impulsion à son processus d'industrialisation.

Au-delà du développement des infrastructures, l'effet induit de la mise en œuvre de ce plan de relance, est d'assurer l'ajustement budgétaire et la promotion du secteur privé comme leviers de diversification et de transformation de l'économie nationale.

Dans le secteur de l'éducation, le Gouvernement continue de mobiliser d'importantes ressources afin d'optimiser le système éducatif et de le mettre en adéquation avec les exigences et les besoins réels du marché de l'emploi.

Monsieur le Président,

L'inclusion est une autre préoccupation majeure dans l'orientation politique de mon pays.

C'est toute la portée du programme politique pour l'égalité des chances, que j'ai impulsé en faveur d'un développement plus équitable mettant notamment l'accent sur la revalorisation des femmes et des jeunes, tout en s'assurant que personne ne soit laissé de côté.

Pour ce qui est de la question de la parité, le Gabon est, en Afrique, l'un des pays où les femmes sont les plus présentes et représentées dans la vie publique. Premier Ministre, Président du Sénat, Président de la Cour Constitutionnelle, Maire de Libreville, Gouverneurs, entre autres.

Toutes ces fonctions, parmi les plus prestigieuses de la République, sont occupées, dans mon pays par des femmes, auxquelles je réitère toute ma confiance.

Ma ferme conviction est que, dans un monde globalisé et compétitif, la parité est une question de justice sociale, d'égalité, d'équité et d'efficacité.

En effet, un pays doit être en mesure d'identifier ses talents et ses intelligences, de les coopter et de les promouvoir, sans distinction de genre.

Monsieur le Président,

Le développement ne saurait être durable, sans la paix et la stabilité. Pourtant, la paix continue malheureusement d'être mise à rude épreuve dans plusieurs régions du monde.

Le prix de l'instabilité, sous l'effet du terrorisme ou des groupes armés, est particulièrement lourd pour de nombreux pays africains contraints de consacrer des ressources conséquentes à ces phénomènes entretenus, entre autres, par le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et le trafic des espèces sauvages.

Une approche globale et solidaire me paraît indispensable dans le combat que nous menons contre ces sources d'instabilité et de fragilité dans plusieurs régions d'Afrique. Nous devons prendre conscience que toute menace contre une nation constitue une menace contre tous.

Monsieur le Président,

Le Gabon demeure résolument engagé au sein des Nations Unies, comme il l'a toujours été, dans la promotion de la stabilité et de la paix sur le plan continental, en Afrique Centrale, singulièrement en République Centrafricaine.

La réforme du secteur de la sécurité devrait être soutenue en Centrafrique, afin de lui permettre de se doter de Forces de Défense et de Sécurité républicaines, disposant de moyens humains, matériels et logistiques appropriés.

L'objectif étant de permettre leur déploiement stratégique sur toute l'étendue du territoire afin de restaurer l'autorité de l'Etat, d'assurer la sécurité des personnes et des biens, de favoriser le retour des personnes déplacées et des réfugiés.

Tout ceci conduira inéluctablement au désengagement progressif des forces étrangères opérant en RCA sur la base des Accords bilatéraux ou multilatéraux.

Il est par ailleurs fondamental de poursuivre l'opérationnalisation des institutions républicaines afin de contribuer significativement à la garantie de non-répétition de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, dans ce pays.

Il convient également de soutenir les efforts des autorités centrafricaines visant le renforcement de la cohésion sociale et le redressement économique du pays afin de conforter les acquis et garantir une sécurité durable.

A cet effet, nous invitons la Communauté internationale et les donateurs à maintenir un soutien financier adéquat en vue d'asseoir la stabilité et de redonner l'espoir au peuple centrafricain.

Monsieur le Président,

La construction d'un monde meilleur restera toujours à géométrie variable aussi longtemps que de nombreux peuples demeureront soumis à des sanctions iniques.

Aussi, voudrais-je réitérer un appel solennel pour la levée totale de l'embargo qui frappe le Gouvernement et le peuple cubains depuis plusieurs décennies.

Pour terminer, il me plait de réaffirmer l'attachement du Gabon au multilatéralisme et à une plus grande solidarité internationale qui demeurent, j'en suis convaincu, nos atouts les plus sûrs pour bâtir une Organisation plus résiliente, et à même de faire face efficacement aux défis et menaces qui se posent à l'humanité.

Je vous remercie.